

Fukushima: Une enquête indépendante et critique



Par Daniel Eskenazi - Le Temps. Seize mois après Fukushima, une commission d'enquête indépendante composée notamment de scientifiques japonais a publié un rapport accablant.

Pour Laurent Horvath, économiste spécialisé dans l'énergie et fondateur du site 2000watts.org, les informations contenues dans ce document tranchent avec les conclusions de Tepco et des autorités. «Le tremblement de terre a bel et bien endommagé la centrale nucléaire. Il a provoqué une panne d'électricité et l'enclenchement des générateurs. Le tsunami a suivi, entraînant une panne d'électricité complète.»

Des documents secrets

Les experts ont pu avoir accès à des documents que Tepco et les autorités de réglementation du nucléaire ont voulu garder secrets. La richesse du rapport s'explique aussi par l'enquête menée auprès de 107633 personnes évacuées de 12 villes et villages situés non loin de la centrale. De plus, la commission a récolté les témoignages de 2415 employés de Fukushima Daiichi, en majorité des sous-traitants de Tepco.

Le constat de Kiroshi Kurokawa, président de la commission d'enquête, est sévère. «La catastrophe nucléaire est un désastre «made in Japan» (produit au Japon). Ses causes fondamentales doivent être trouvées dans les conventions bien ancrées de la culture japonaise: Notre conditionnement à l'obéissance, notre réticence à questionner l'autorité, notre dévotion à adhérer au programme, notre mentalité de groupe et notre insularité.»

Au final, 150000 personnes ont été évacuées suite à l'accident. Près de 170 travailleurs de la centrale ont été exposés à un taux de radiation supérieur à 100 millisieverts, un niveau susceptible de provoquer à long terme un cancer. Une surface de 1800 km², comparable au canton de Fribourg, a été contaminée à un niveau de radiation deux fois et demie la dose annuelle tolérée dans le monde pour les travailleurs du nucléaire .

Le Blackout Electrique à la base de la catastrophe

Le 11 mars 2011 à 14h46, le Japon tremble. Un séisme historique d'une magnitude de 8,9 sur

l'échelle de Richter vient de se produire au large de Fukushima. Or la préfecture abrite Fukushima Daiichi, une centrale nucléaire bas de gamme construite à la fin des années 60. Cinquante et une minutes plus tard, la vague du tsunami la submerge. Une panne de courant générale touche les quatre unités de la centrale, rendant les opérations de secours, sur le terrain, extrêmement difficiles.

A Tokyo, le gouvernement ne sait pas ce qui passe dans la centrale. Il ignore si la situation est sous contrôle. Opérateur de la centrale, Tepco distille les informations au compte-gouttes. Ses explications sont constantes: le tsunami est responsable de la catastrophe nucléaire, Fukushima Daiichi a résisté au tremblement de terre. Tout à fait d'accord, répondent en chœur le gouvernement japonais et les autorités de réglementation dans le domaine du nucléaire.

Retard et désorganisation

La réalité est différente du discours. Dès les premières minutes, la situation est chaotique. Au moment de la catastrophe nucléaire, le directeur et le président de Tepco sont injoignables, aux abonnés absents. Pourtant, depuis 2006, ils sont conscients qu'un tsunami atteignant le niveau de la centrale est susceptible de provoquer une panne d'électricité générale. Ils considèrent toutefois le risque si faible qu'ils ne donnent aucune instruction aux employés de la centrale en cas d'accident majeur. Pire: ils ne parviennent pas à s'entendre sur les conséquences d'un tel accident. Ils tergiversent, ce qui contribuera à un retard dans les mesures à prendre dans les jours qui suivent la catastrophe.

Du coup, à Fukushima Daiichi, laissés à eux-mêmes, les employés naviguent à vue, munis de simples lampes frontales. Aucune trace des manuels décrivant les procédures à suivre en cas d'accident majeur. Ils se trouvent en fait dans les bureaux de Tepco à... Tokyo. De toute manière, la marche à suivre pour refroidir les réacteurs est incomplète, voire manquante. L'informatique a lâché, tout comme les systèmes de mesure. La communication avec l'extérieur de la centrale est impossible. La ligne téléphonique spéciale qui permet au management de la centrale nucléaire de contacter l'Agence de sécurité industrielle et nucléaire (NISA) a été endommagée par le tremblement de terre.

Le travail des liquidateurs

Un employé se souvient de ses premières journées de travail après l'accident. «Je n'avais pas d'autre choix que d'estimer de tête mon exposition aux radiations. Ce bâtiment était clairement contaminé et la concentration d'iode et de poussière augmentait. L'eau se faisait rare et je ne

pouvais me laver les mains pour manger. Nous n'avons reçu aucune aide de l'extérieur. La centrale était complètement isolée. J'ai pensé que j'avais été abandonné.»

Pour un autre employé d'un sous-traitant, c'est la consternation. «Nous n'avons reçu aucune information de l'extérieur concernant la panne d'électricité de la centrale. J'ai appris par la télévision que des ordres d'évacuation avaient été émis pour les résidents habitant dans un rayon de 20 kilomètres autour de la centrale. [...]. J'ai demandé au siège de notre entreprise de pouvoir quitter la centrale, mais ma requête a été refusée. Je ne mangeais presque plus et je n'arrivais plus à dormir. Je commençais à atteindre mes limites physiques et morales.»

Le chaos de la communication

Au sein de la préfecture de Fukushima, le personnel est complètement dépassé par les conséquences simultanées d'un séisme, d'un tsunami et d'une catastrophe nucléaire. Le jour de l'accident, les fonctionnaires ordonnent l'évacuation des habitants situés dans un rayon de deux kilomètres autour de la centrale. Trente minutes après, la confusion règne. Le gouvernement japonais, n'ayant pas été informé des mesures prises par les autorités régionales, augmente le rayon d'évacuation à trois kilomètres. L'échange d'informations est lacunaire entre la capitale et la région touchée. Le gouvernement du premier ministre Naoto Kan peine à transmettre ses décisions aux municipalités et à la population.

En parallèle, la communication entre les trois organes chargés d'intervenir en cas d'accident nucléaire majeur, soit les bureaux du premier ministre, la NISA et les équipes régionales, fait défaut. Un système de téléconférence destiné à échanger des informations existe, mais les trois organes n'y recourent pas. De son côté, le management de Tepco préfère utiliser son propre système de téléconférence pour être connecté avec la centrale nucléaire. Il cherche à tout prix à éviter de livrer des informations gênantes sur l'évolution de la catastrophe.

A Fukushima Daiichi, l'environnement se détériore très vite, mais le gouvernement refuse de promulguer l'état d'urgence. Naoto Kan n'obtient toujours par les informations qu'il souhaite, car les autorités de réglementation et Tepco préfèrent rester flous.

Les Explosions: le tournant

Tout à coup, les événements se précipitent. Une explosion d'hydrogène, plus importante que la première, se produit dans le réacteur 3 de la centrale, le 14 mars. Peut-être le premier ministre pense-t-il déjà à évacuer Tokyo? Toujours est-il qu'à ce moment, il comprend qu'il ne peut plus

faire confiance ni au management de Tepco ni aux autorités de réglementation. Le Bureau du premier ministre décide alors de prendre le contrôle des opérations. La chaîne de commandement est rompue.

Naoto Kan attend pourtant trois jours avant de décider d'évacuer les habitants dans un rayon de 20 kilomètres autour de la centrale. Des données concernant les taux de radiation très élevés dans un rayon de 30 kilomètres sont publiées le 23 mars. Le gouvernement est dépassé par les événements. Les autorités de sécurité nucléaire, elles, restent passives. Leur ordre d'évacuation est émis seulement un mois plus tard.

Parmi les habitants des zones contaminées, le chaos qui règne au sein des autorités provoque l'incompréhension. Et les mauvais choix. Dans le village de Namie, la moitié de la population est dirigée vers des sites où les taux de radioactivité sont élevés. A Futaba, Okuma, Tomioka et Naraha, localités proches de la centrale, les gens sont sans cesse déplacés. Sept habitants sur dix doivent quitter les lieux à plus de quatre reprises sans savoir pourquoi. Beaucoup n'emportent avec eux que le strict nécessaire. A chaque fois ou presque, ils ignorent où ils vont. Ils ignorent combien de temps cet exil forcé durera. L'accident nucléaire s'est produit il y a déjà quatre jours, mais certains évacués ne l'apprennent qu'à ce moment-là. Un habitant d'Okuma, village situé à deux kilomètres de la centrale, témoigne: «Si un seul mot avait été prononcé concernant la catastrophe nucléaire au moment où l'ordre d'évacuer nous a été donné, nous aurions pu réagir raisonnablement en prenant nos objets de valeur avec nous et en fermant la porte de notre maison avant de partir. Mais nous avons dû fuir avec rien d'autre que les vêtements que nous portions. La déception était immense chaque fois qu'on nous donnait la permission de retourner brièvement à la maison. Nous découvrons alors que nous avons encore été volés.»

A Kawuachi, zone située à une vingtaine de kilomètres de Fukushima, la radio utilisée en cas d'urgence recommande aux habitants de rester à domicile. L'un d'entre eux explique: «Après avoir entendu notre voisin, un policier, dire à sa famille qu'il allait quitter sa maison en raison d'une situation devenue dangereuse, j'ai décidé d'en faire de même. Tous les fonctionnaires de police étaient déjà partis plus tôt dans la journée. Une seule chose me vient en tête: ils nous ont abandonnés.»

Dans les hôpitaux et les nurseries, les employés ne savent plus à quel saint se vouer. Le déplacement de patients ne peut se faire rapidement en raison de moyens limités. Les plus gravement malades décèdent, parfois en raison du stress.

Une Catastrophe créée par l'Homme

Les causes de l'accident trouvent en partie leurs origines en 2006. A l'époque, les responsables des autorités de réglementation discutent avec le management de Tepco. Une panne générale d'électricité à Fukushima Daiichi est possible si un tsunami atteint le niveau de la centrale, reconnaissent-ils. Ils estiment aussi que le cœur du réacteur pourrait être endommagé en cas

de panne des pompes à eau. L'autorité de réglementation demande poliment à Tepco d'évaluer les risques. Elle n'y voit aucune urgence et laisse l'initiative de l'expertise à l'opérateur. Ce dernier se soucie d'abord de ses intérêts financiers et ne fournit aucune évaluation des risques, comme l'agenda le prévoyait en juin 2009. Il préférera repousser l'échéance à 2016 pour faire des économies. En effet, un renforcement des structures de la centrale nucléaire coûterait cher. L'autorité de réglementation n'y voit aucun inconvénient, elle acquiesce. Fukushima Daiichi est toujours jugée sûre, tout comme les autres centrales du Japon. Pro-nucléaire, le Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie ne dit mot.

Le problème est là, établit le rapport publié la semaine dernière: «L'accident nucléaire de Fuku-shima est le résultat d'une collusion entre le Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie qui fait la promotion du nucléaire, les autorités de réglementation et Tepco, ainsi que d'un manque de gouvernance. Ces entités ont trahi le droit de la nation à être à l'abri d'accidents nucléaires. Ils ont échoué à développer des moyens basiques de sécurité, telle l'évaluation d'une probabilité de dommages liés à un tel désastre et un plan d'évacuation des personnes en cas de fuite radioactive sérieuse.»

Conclusion du rapport: le cadre légal régissant l'activité nucléaire doit être complètement modifié. Il doit prendre en compte la sécurité, la santé publique et le bien-être de la population, jusqu'ici ignorés.

Article publié dans le Temps du 14 juillet 2012

{rokcomments}